

Présidentielle 2027 : Faire de la jeunesse une priorité stratégique pour l'avenir de la France

Paris, le 1^{er} octobre 2026 - La Conférence des grandes écoles s'engage à travers des propositions concrètes et appelle les candidats à faire de la jeunesse, de l'enseignement supérieur et de la recherche un véritable sujet de campagne.

A quelques mois d'un scrutin décisif pour la France, la Conférence des grandes écoles alerte les candidats à l'élection : l'absence des sujets liés à l'enseignements supérieur et à la recherche dans le débat public n'est pas seulement un symptôme de la relégation au second plan des thèmes qui concernent la jeunesse, c'est aussi une erreur préjudiciable à l'avenir de la France et celui de l'Europe.

Car ce qui se joue sur les campus et dans les laboratoires dépasse largement le monde académique. De l'intelligence artificielle à la réindustrialisation, de la transition écologique à l'attractivité des territoires, le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche est une des clés de voûte de la capacité de la France à former, innover et répondre aux besoins de son économie et de sa société, ainsi que de sa souveraineté.

Les Grandes écoles sont des acteurs majeurs de ce secteur qui accompagnent déjà les transformations à l'œuvre. Dans toute leur diversité, elles contribuent aux avancées dans les domaines de la technologie, de l'intelligence artificielle, de l'énergie et de l'industrie. Elles accompagnent les enjeux de croissance, de compétitivité et de transformation des entreprises. Elles forment aux compétences nécessaires à la sécurité du pays. Elles œuvrent en faveur de la créativité et de la compréhension des enjeux géopolitiques et sociétaux, nationaux et mondiaux.

Réunis au sein de la CGE, ce sont près de 250 établissements, présents dans une centaine de villes, qui forment 500 000 apprenants et constituent des pôles de compétences, de recherche et d'innovation au plus près des entreprises et des besoins des territoires.

Ces 250 établissements sont déterminés à ouvrir un dialogue de fond sur ces sujets, à apporter des propositions concrètes au service de la formation et de la recherche, à remettre la jeunesse au cœur de notre projet de société. C'est une condition sine qua non de la réussite de la France et de l'Europe à répondre aux défis économiques, technologiques et écologiques actuels et réellement préparer l'avenir.

Dans un tel contexte, la Conférence des grandes écoles identifie quatre chantiers prioritaires :

- **Garantir la qualité des formations tout en donnant à chacun les moyens de réussir.** L'orientation à l'issue des études secondaires doit être améliorée et renforcée pour que les familles comprennent les différences entre établissements et perçoivent quels débouchés attendent les jeunes à l'issue des formations. L'ouverture sociale ne peut être réelle que si les parcours sont financièrement et matériellement sécurisés.
- **Investir dans la recherche dans la durée, et non au gré des budgets.** La production de connaissances, les découvertes scientifiques, le transfert vers les entreprises ont besoin de moyens...et de temps ! La recherche ne peut donc pas dépendre uniquement des aléas budgétaires ou du calendrier politique. Elle a besoin d'une politique stable, d'une programmation pluriannuelle et d'une visibilité suffisante pour permettre aux responsables des établissements et des organismes de recherche de recruter, qui plus est dans un contexte de prochains départs massifs à la retraite de chercheurs et d'enseignants-chercheurs, d'investir et de construire leurs

projets dans la durée. Atteindre au moins 3% de PIB pour le financement de la recherche française demeure un horizon indépasseable.

- **Attirer les talents avant que la compétition internationale ne les détourne de la France.** Avec 14% d'étudiants internationaux, chiffre qui atteint 23% dans les Grandes écoles, l'enseignement supérieur français rayonne dans le monde, pour un impact économique évalué à 5 Mds€ par an. Néanmoins, notre pays perd du terrain avec une baisse de 4 places en 10 ans dans la compétition mondiale que se livrent les pays à travers leurs politiques d'accueil, de recherche et d'innovation.
- **Mieux faire travailler ensemble les établissements, les entreprises et les pouvoirs publics.** Grandes écoles, Universités, organismes de recherche, entreprises et État doivent agir de manière complémentaire. Il ne s'agit pas d'opposer les modèles, mais de renforcer l'ensemble du système.

Pour y répondre la CGE formule **7 propositions autour de 21 mesures concrètes**, structurées autour de deux priorités : donner à la jeunesse les moyens de réussir et s'appuyer sur l'enseignement supérieur et la recherche pour mieux résoudre les défis de demain.

Faire de ces sujets un enjeu de la présidentielle, c'est choisir d'investir dans la capacité de la France à former, chercher, innover et décider par elle-même.

« Les Grandes écoles constituent une infrastructure stratégique de la France, reconnue dans le monde entier et plébiscitée par les entreprises pour y recruter leurs talents. Elles forment les ingénieurs, les managers, les chercheurs, les décideurs dont le pays a besoin. Elles jouent un rôle central pour construire les connaissances, les compétences et les innovations qui permettent ensuite à notre économie, à nos services publics et à nos territoires de rester compétitifs dans la durée. Cette campagne électorale constitue une occasion unique de remettre la jeunesse au centre des débats et de souligner la nécessité de renforcer la capacité de la France à former, innover et répondre aux besoins de son économie et de sa société. » explique Delphine Manceau, Présidente de la CGE.

« Avec près de 250 établissements membres présents dans une centaine de villes, les Grandes écoles constituent des pôles de compétences, de recherche et d'innovation qui essaient au-delà de leurs campus. Elles contribuent ainsi à structurer des écosystèmes locaux et à soutenir le dynamisme économique des territoires tout en contribuant activement à préparer l'avenir de la France. De nombreuses initiatives existent mais nous avons besoin d'une vision nationale capable de soutenir cette dynamique qui soit à la hauteur des défis qui nous attendent. » ajoute Laurent Champaney, VP Affaires publiques de la CGE.

À PROPOS DE LA CGE

Créée en 1973, la Conférence des grandes écoles, association loi de 1901, rassemble 246 écoles de niveau master et au-delà, ainsi qu'une cinquantaine d'entreprises et organismes membres. Parmi les 236 écoles françaises qui la constituent (149 écoles d'ingénieurs, 39 écoles de management, 48 écoles de spécialités), 65% sont des établissements publics, le reste, dans une très grande majorité, sont d'intérêt général.

Au-delà de ses missions de représentation d'intérêts auprès des décideurs publics et d'accréditation, habilitation et labellisation des formations délivrées par ses membres, la CGE a une mission de réflexion à travers ses 11 Commissions et 35 groupes de travail. À ce titre, elle joue un rôle clé dans le développement et le rayonnement de l'enseignement supérieur et de la recherche en France et à l'international. www.cge.asso.fr

LinkedIn : [@Conférence des grandes écoles \(CGE\)](#)

YouTube : [@conferencedesgrandesecoles845](#)

CONTACT PRESSE CGE

Marine Le Méhauté

Responsable de la Communication

communication@cge.asso.fr

06 13 80 12 59

Pour ne plus recevoir les actualités de la CGE, cliquer [ici](#)